

DELIBERATION N° 95/11-03 – CONSULTATION EN VUE DE LA CREATION D'UNE COMMUNAUTE URBAINE/AVIS DE LA COMMUNE

Une large majorité de Communes de l'Agglomération Nancéienne a pris l'initiative de demander, sous la forme d'une délibération de leurs conseils municipaux, la création d'une Communauté Urbaine destinée à succéder au District de l'Agglomération Nancéienne. Aussi, Monsieur le Préfet vient-il de lancer la procédure visant à cette création, en application de l'article L 165-4 du Code des Communes.

Un arrêté préfectoral est donc intervenu, conformément à cette disposition, pour délimiter le périmètre de consultation et Monsieur le Préfet a sollicité l'avis des communes concernées.

Le périmètre de consultation inclut les communes d'ART-sur-MEURTHE, DOMMARTEMONT, ESSEY-les-NANCY, FLEVILLE, HEILLECOURT, HOUEMONT, JARVILLE, LANEUVEVILLE, LAXOU, LUDRES, MALZEVILLE, MAXEVILLE, NANCY, PULNOY, SAINT-MAX, SAULXURES, SEICHAMPS, TOMBLAINE, VANDOEUVRE et VILLERS-les-NANCY, soit les 18 communes actuellement membres du District, auxquelles Monsieur le Préfet a jugé bon d'associer les communes de TOMBLAINE et HOUEMONT, suivant en cela les orientations du schéma départemental de coopération intercommunale ainsi que les souhaits exprimés par la quasi-totalité des communes de l'actuel district, l'appartenance de fait à l'agglomération de ces deux communes étant une réalité forte.

Il faut rappeler les autres avantages qu'une Communauté Urbaine offrirait à notre agglomération, ces arguments ayant incité une grande majorité des communes du District à en demander la création :

- la Communauté Urbaine permettrait un ajustement des compétences exercées, plus particulièrement dans le domaine du développement économique, qui relève effectivement des Communautés Urbaines,*
- elle contribuerait à la promotion et au renforcement de l'agglomération tant à l'extérieur qu'auprès des habitants,*

- elle assurerait une ressource complémentaire de dotation de l'Etat, permettant ainsi un effort de solidarité,
- elle instaurerait un mode de représentation plus démocratique.

Par rapport à ces premiers éléments de réflexion qui avaient été soumis aux Conseils Municipaux lors de la démarche précédant la saisine par l'autorité préfectorale, notre avis définitif est désormais susceptible d'être mieux étayé à partir des conclusions de deux études complémentaires : la présentation du Livre Blanc financier et fiscal, dont les conclusions ont été enrichies par une évaluation des conséquences budgétaires de la création d'une Communauté Urbaine.

Le Livre Blanc a démontré que, dans le cadre d'une Communauté Urbaine, il serait possible d'envisager deux types d'actions de solidarité :

- le premier en faveur des communes qui supportent aujourd'hui des équipements intercommunaux d'agglomération. Cette solidarité et cette recherche de plus d'équité se concrétisent par une proposition de transfert à l'organisme d'agglomération d'un certain nombre d'équipements supplémentaires dont la liste est détaillée ci-après,
- le second envers les communes qui bien qu'ayant déjà fortement mobilisé leur potentiel fiscal ont des ressources plus faibles. Le District a déjà par le passé tenu compte, à travers l'exercice de ses compétences, de situations particulières. Une réflexion approfondie pourra cependant être engagée pour examiner à partir des constatations résultant du Livre Blanc les possibilités de réduire certains écarts et définir les actions complémentaires que pourrait initier la Communauté Urbaine.

L'étude sur les conséquences financières du passage en Communauté Urbaine a pour sa part fait ressortir que les transferts de charges des communes vers l'organisme d'agglomération se réaliseraient sans augmentation sensible de la fiscalité communautaire par comparaison à la fiscalité districale. La réalisation progressive de certains investissements, le différé des transferts d'équipements relatifs au sport professionnel et les excédents disponibles sur le budget districale permettant d'étaler sans difficultés importantes la charge financière qui sera largement couverte par les compléments de recettes résultant de l'augmentation de DGF, du transfert de la TLE et de la participation de deux communes supplémentaires.

Nous disposons donc à présent de tous les éléments nécessaires pour prendre une décision et soumettre à Monsieur le Préfet une délibération qui doit délimiter clairement les compétences du nouvel organisme. Celles-ci s'articulent en deux volets :

1/ Les compétences de base des Communautés Urbaines telles qu'elles sont décrites à l'article L 165-7 du Code des Communes, accompagnées des précisions qui figurent expressément dans la délibération concernant les procédures d'élaboration et de révision des P.O.S., une définition des Z.A.C. qui seraient prises en charge par la Communauté Urbaine, les cimetières qui resteront de compétence communale, les critères délimitant la future voirie communautaire ainsi que les parcs de stationnement.

2/ Les compétences exercées aujourd'hui par le District et qui excèdent celles qui sont dévolues obligatoirement aux Communautés Urbaines ; ces compétences sont regroupées par thèmes homogènes.

L'article L 165-11 du Code des Communes prévoit qu'après sa création la Communauté Urbaine peut exercer des compétences facultatives supplémentaires qui doivent être définies par délibérations concordantes du Conseil de Communauté et de la majorité qualifiée des communes membres. Toutefois, pour plus de cohérence, il vous est demandé d'exprimer dès aujourd'hui votre volonté de transférer à la Communauté Urbaine les compétences suivantes dont le Conseil de Communauté aura à débattre juste après son installation.

Il s'agit d'une part, des piscines, du musée de zoologie avec lequel le District intervient déjà au travers notamment de l'aide à l'Université, et d'autre part, des équipements d'agglomération gérés aujourd'hui par les villes de NANCY et de VANDOEUVRE situés en dehors ou en marge de leur territoire communal. Ces équipements seraient transférés à la Communauté dès l'aboutissement de la procédure. Le stade Marcel Picot et la salle de Gentilly seraient, quant à eux, transférés au 1er Janvier 1998. Ce transfert excluerait les subventions au sport professionnel.

Par ailleurs, ces délibérations devant déterminer les conditions financières et patrimoniales du transfert des compétences, ainsi que l'affectation des personnels, il vous est également proposé d'apporter les précisions nécessaires : le personnel serait intégré aux effectifs de la Communauté Urbaine ; il pourrait être mis à disposition dans un premier temps et à titre transitoire par la Commune ; le service de la dette correspondant aux investissements serait transféré à la Communauté, en contrepartie, les terrains, bâtiments et équipements nécessaires à l'exercice des compétences seraient dévolus gratuitement à la Communauté, sauf en ce qui concerne le marché de gros dont le patrimoine serait dévolu à titre onéreux.

Enfin, pour éviter toute complication juridique ou financière, il est indispensable de prévoir que les biens, les droits et obligations du District de l'Agglomération Nancéenne et ses comptes auprès du Trésor soient dévolus à la Communauté Urbaine.

*LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
par 23 voix pour et 6 abstentions, décide :*

1/ de demander au Préfet la création d'une Communauté Urbaine se substituant de plein droit au District de l'Agglomération Nancéenne et comprenant les 20 communes désignées dans l'arrêté préfectoral du 18 Octobre 1995, dénommée Communauté Urbaine du Grand Nancy ; son siège sera fixé 22/24, Viaduc Kennedy à NANCY.

2/ D'approuver les compétences de la Communauté Urbaine ci-après, dès sa création :

a) les compétences des Communautés Urbaines, telles qu'elles sont décrites à l'article L 165-7 du Code des Communes, étant entendu que :

- pour l'élaboration ou la révision des plans d'occupation des sols ou documents d'urbanisme en tenant lieu, les réunions associant les personnes morales désignées au code de l'urbanisme et des élus communautaires seront présidées par le maire ou un élu de la commune concernée, siégeant au Conseil de Communauté,

- en ce qui concerne les compétences modulables lors de la création de la Communauté Urbaine, il est précisé que :

. les zones d'aménagement concerté destinées à l'habitation et qui ne revêtent qu'un intérêt communal demeurent de la compétence des communes ; l'intérêt communal sera apprécié en fonction de la taille de la Z.A.C. par rapport à celle de la commune d'implantation, de sa situation géographique et de son degré de cohérence avec les orientations du développement urbain.

. la prise en considération de programmes d'aménagement d'ensemble et la détermination de secteurs d'aménagement sont de compétence communautaire, à l'exception de ceux qui sont destinés à l'habitation et qui revêtent un intérêt communal, apprécié selon les mêmes critères que ceux définis pour les Z.A.C. d'habitation,

. la création et l'extension des cimetières demeurent de compétence communale ; le crématorium d'agglomération sera par contre de compétence communautaire,

. la Communauté Urbaine n'est compétente que pour la voirie d'agglomération, constituée des voies supportant les transports en commun, assurant une continuité d'itinéraires ou des liaisons intercommunales, desservant les équipements d'agglomération. En outre, il est précisé que la Communauté Urbaine aura en charge l'entretien des trottoirs et le nettoyage des chaussées et des trottoirs relevant du domaine national et départemental dans les périmètres agglomérés,

. la compétence communautaire recouvre les parkings existants (aujourd'hui le parking Thiers) ou à créer à proximité de la gare et les parcs relais à créer en liaison avec le développement des transports en commun.

b) les compétences exercées par le District de l'Agglomération Nancéienne et non prévues à l'article L 165-7 susvisé :

- l'éclairage public et les feux tricolores liés aux voiries communautaires, la gestion dynamique des feux par un poste centralisé, l'entretien des espaces verts (à l'exclusion des embellissements) sur les rocades et pénétrantes,
- la collecte et le traitement des déchets encombrants et spéciaux des ménages,
- la maintenance des ouvrages de protection des berges de Meurthe et l'entretien des rives aménagées,
- la distribution publique d'énergie électrique et les réseaux de distribution de chaleur,
- l'accueil des gens du voyage,
- les zones et les grands équipements de loisirs ainsi définis : zone de loisirs de la forêt de Haye, zone de loisirs du Plateau de Malzéville, équipements de golf, équipements pour la promotion des loisirs équestres, équipements nautiques et de loisirs de la Vallée de la Meurthe,
- les grands équipements de culture scientifique et technique suivants : Conservatoire et Jardins Botaniques, Musée de l'Histoire du Fer et propriété Montaigu (Legs Salin), Centre d'Initiation à l'Environnement,
- les équipements de développement et de promotion économique suivants : Foire et Salons Internationaux de NANCY (maintenance et extension du patrimoine immobilier), Aéroport de NANCY-ESSEY et soutien aux transports aériens,
- le Conservatoire National de Région, de Musique, de Danse et d'Art Dramatique,
- le chenil-chatterie d'agglomération et la capture des animaux errants,
- les concours au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'Ecole d'Architecture, à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts.

3/ d'accepter que les biens du District de l'Agglomération Nancéienne, ses droits et obligations et ses comptes au Trésor soient transférés à la Communauté Urbaine, dès sa création,

4/ d'exprimer votre volonté de transférer à la Communauté Urbaine, postérieurement à sa création et dans les conditions de l'article L 165-11 du Code des communes les compétences suivantes :

a) dès que la procédure de l'article L 165-11 susvisé aura abouti :

- . la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des piscines publiques, à l'exception de la piscine ronde NANCY-THERMAL appelée à être intégrée dans un futur aménagement urbain,
- . l'aménagement, l'entretien et la gestion du musée zoologique et de l'aquarium tropical,
- . l'aménagement, l'entretien, et la gestion des parcs de Brabois et Remicourt, du camping international de Brabois, du complexe sportif des Aiguillettes à VANDOEUVRE,
- . l'aménagement, l'entretien et la gestion du marché de gros de NANCY-HEILLECOURT,
- . la participation au parc naturel régional de Lorraine et au syndicat mixte du Lac de Madine,
- . les plantations et l'entretien des arbres d'alignement sur les voiries communautaires et sur les voies départementales et nationales dans les périmètres agglomérés.

b) au premier Janvier 1998

. l'aménagement, l'entretien et la gestion du stade Marcel Picot et du palais des sports Jean Weille (Gentilly)

Il est précisé que ces transferts de compétence interviendront selon les modalités suivantes :

. les personnels communaux directement affectés aux équipements concernés seront intégrés dans les effectifs de la Communauté Urbaine ; ils pourront faire l'objet à titre transitoire d'une mise à disposition de la Communauté Urbaine sur la base de conventions passées avec les communes pour une durée maximale d'un an,

. le patrimoine (terrains, constructions, équipements) nécessaire à l'exercice de ces compétences sera transféré en pleine propriété et à titre gratuit à la Communauté Urbaine à la date d'effet du transfert de chacune des compétences. En contrepartie, le service de la dette assuré par les communes pour les investissements relatifs à ces compétences transférées sera pris en compte par la Communauté Urbaine dès la date d'effet du transfert de chacune des compétences.

Ces modalités seront appliquées à tous les équipements concernés, à l'exception des terrains et constructions du marché de gros dont le patrimoine fera l'objet d'une cession à la Communauté sur la base de l'estimation des domaines, sans reprise du service de la dette.

. la Communauté Urbaine sera substituée de plein droit aux communes dans les contrats passés avec les tiers et concernant les équipements faisant l'objet des compétences transférées à la Communauté.